

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES ET FINANCIERS

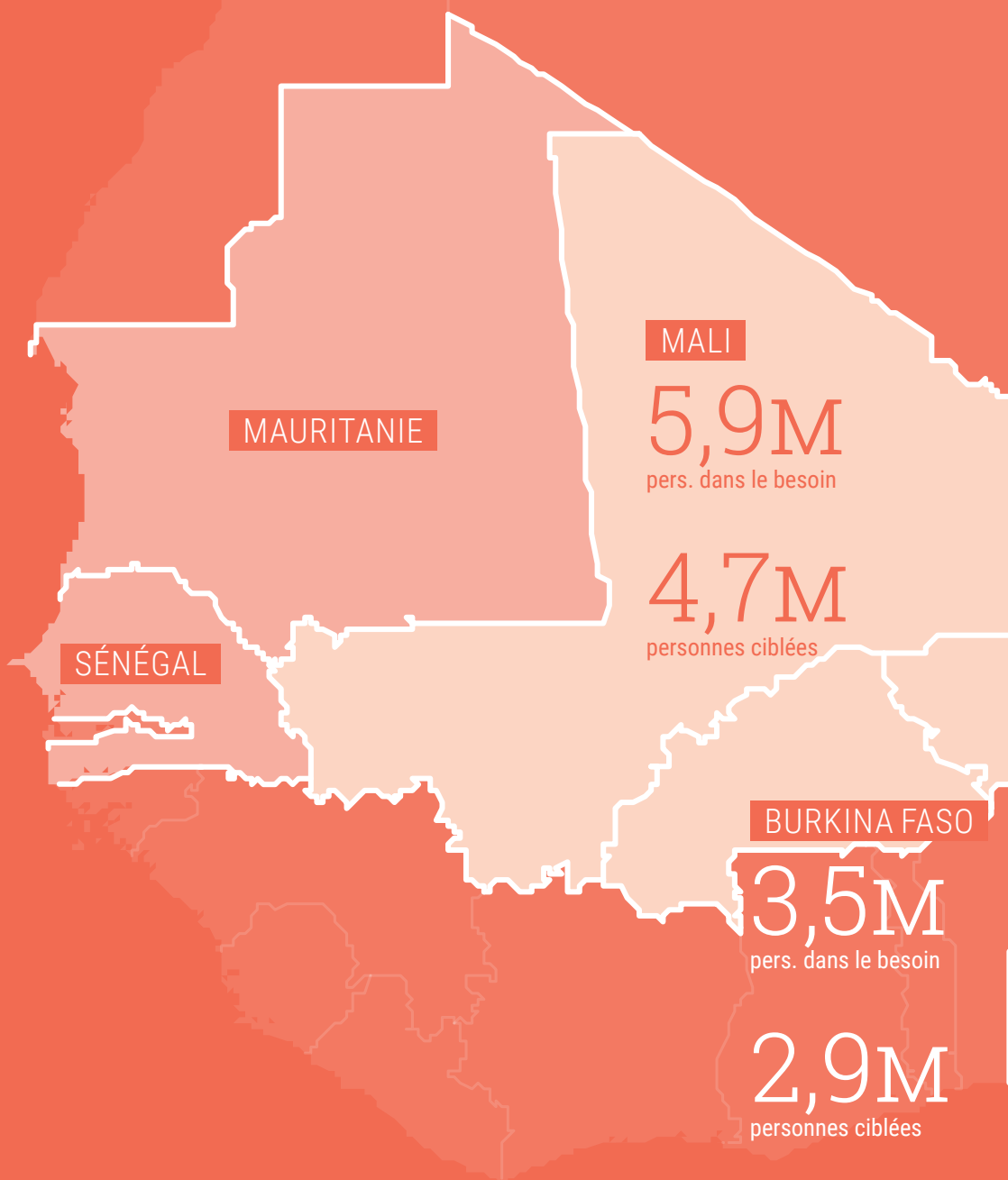
CRISE DU SAHEL

CYCLE DU PROGRAMME
HUMANITAIRE 2021
PUBLIÉ EN AVRIL 2021



Le Sahel

Besoins croissants dans une crise régionale



121,1M
population totale



29M
pers. dans le besoin



21M
personnes ciblées



\$3,7MD
besoins financiers (plan
de réponses pays)



302

incidents sécuritaires
par mois (moyenne en
2020)



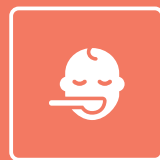
5,3M

personnes déplacées
(PDI du pays et
réfugiés)



14M

de personnes en
situation d'insécurité
alimentaire en phase
de crise et d'urgence



1,6M

d'enfants sévèrement
malnutris



9%

des plans de réponse
humanitaire 2021
financés en moyenne
(au mois d'avril 2021)

NIGER

3,8M

pers. dans le besoin

2,0M

personnes ciblées

TCHAD

5,5M

pers. dans le besoin

4M

personnes ciblées

NIGERIA (NORD-EST)

8,7M

pers. dans le besoin

6,4M

personnes ciblées

CAMEROUN (EXTRÊME-NORD)

1,2M

pers. dans le besoin

950K

personnes ciblées

Le Sahel

Une crise qui s'aggrave, des besoins qui se détériorent

La situation humanitaire au Sahel s'aggrave rapidement et de manière significative

La pauvreté endémique, le changement climatique, la violence, l'insécurité alimentaire chronique et la malnutrition continuent d'entraîner des niveaux de vulnérabilité extrêmes. Le contexte devient de plus en plus instable et sujet à des chocs et des risques naturels, mettant des millions de personnes en danger. Dans les régions touchées par des conflits, les civils sont confrontés à une crise de protection de plus en plus dramatique. Des millions de personnes ont dû fuir leur foyer. L'insécurité et la violence menacent les vies et les moyens de subsistance, multiplient les violations des droits de l'homme et mettent en péril la cohésion sociale. Les femmes et

les filles courent un risque accru de violence sexuelle et basée sur le genre. L'insécurité limite également l'accès humanitaire, privant les communautés d'une assistance essentielle et exposant les travailleurs humanitaires à des risques accrus. Dans toute la région, la COVID-19 aggrave encore les besoins aigus.

En 2021, près de 29 millions de Sahéliens auront besoin d'assistance et de protection, soit 5 millions de plus qu'il y a un an. Six pays - le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad - ont élaboré des plans de réponse pour 2021, nécessitant un total de 3,7 milliards de dollars.

LA VIOLENCE DÉVASTE LES COMMUNAUTÉS RURALES

Le conflit au Sahel s'est aggravé et étendu à de nouvelles zones, ce qui en fait la cause principale des besoins. Tant dans le Sahel central que dans le bassin du lac Tchad, la violence ne montre aucun signe d'apaisement : les incidents sécuritaires, les attaques et les enlèvements sont une réalité quotidienne pour des millions de civils. Ils sont pris en étau entre les groupes

armés, la violence intercommunautaire et les opérations militaires qui ont un impact sévère sur leur accès aux services sociaux de base, aux moyens de subsistance et à l'assistance, générant des besoins à court et à long terme.

Les tendances pluriannuelles montrent une détérioration spectaculaire. De 2015 à 2020, le nombre d'attaques violentes a



180%

plus d'inondations majeures

Entre 2015 et 2020



114%

plus d'incidents sécuritaires

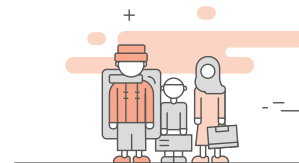
Entre 2018 et 2020



76%

plus d'insécurité alimentaire

Entre 2019 et 2021



61%

plus de personnes déplacées

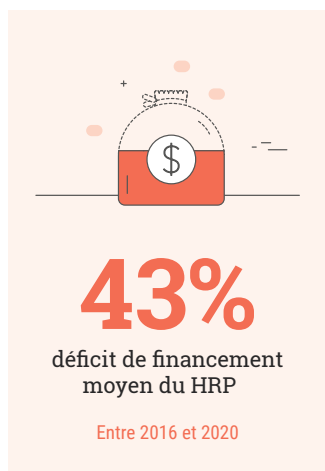
Entre 2019 et 2021



52%

plus de personnes dans le besoin

Entre 2019 et 2021



43%

déficit de financement moyen du HRP

Entre 2016 et 2020



22%

plus d'écoles fermées

Entre 2019 et 2021



6%

plus d'enfants sévèrement malnutris

Entre 2019 et 2021

été multiplié par huit dans le Sahel central et triplé dans le bassin du lac Tchad. L'insécurité s'étend et s'aggrave dans la zone transfrontalière entre le Burkina Faso et le Bénin, le nord-ouest du Nigeria et Maradi, au Niger. Les communautés touchées dans les

zones rurales reculées sont déjà confrontées à des vulnérabilités élevées et à des besoins chroniques. Exposées à la violence et à l'insécurité, elles glissent rapidement vers une crise profonde.

DES VIES ET DES MOYENS DE SUBSISTANCE DÉRACINÉS

Les services de base vitaux, tels que l'éducation et la santé, sont gravement touchés. Près de 5 000 écoles sont fermées dans les zones touchées au Burkina Faso, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, dans la province du Lac au Tchad, dans les régions du nord-est du Nigeria, au Niger et au Mali, privant ainsi des centaines de milliers d'enfants d'éducation et les exposant au risque d'exploitation et d'abus. Des millions de personnes n'ont pas accès aux soins médicaux. Dans tout le Sahel central, 137 centres de santé sont fermés en raison de l'insécurité, et la plupart de ceux qui sont encore ouverts ne sont pas pleinement opérationnels. Cette situation affecte

particulièrement les femmes et les filles en âge de procréer, qui constituent plus de la moitié de la population touchée.

À mesure que la crise s'aggrave, de plus en plus de populations sont contraintes de fuir leur foyer en quête de sécurité. Au Burkina Faso, où la crise de déplacement connaît la croissance la plus rapide du monde, plus d'un million de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer depuis 2019. Dans le Sahel central, le nombre de personnes déplacées a été multiplié par cinq en un an. Dans le bassin du lac Tchad, le nombre de personnes déplacées n'a cessé d'augmenter depuis 2018, et a doublé dans la province du Lac au Tchad en 2020.

Risques de propagation

La violence dans la région risque de se propager davantage, les groupes armés non étatiques étendant leurs opérations et des incidents sporadiques frappant déjà de nouvelles zones. Tout au long de l'année 2020, des attaques à petite échelle ont été enregistrées au Bénin et en Côte d'Ivoire et la présence de groupes armés a été confirmée dans plusieurs zones transfrontalières. Les régions du nord des pays côtiers subissent également l'impact du changement climatique, des tensions croissantes au sein des communautés agro-pastorales et l'affaiblissement des systèmes de gouvernance. Tout comme les catalyseurs de la crise au Sahel, ces vulnérabilités contribuent à accroître les risques de conflit et de crise.

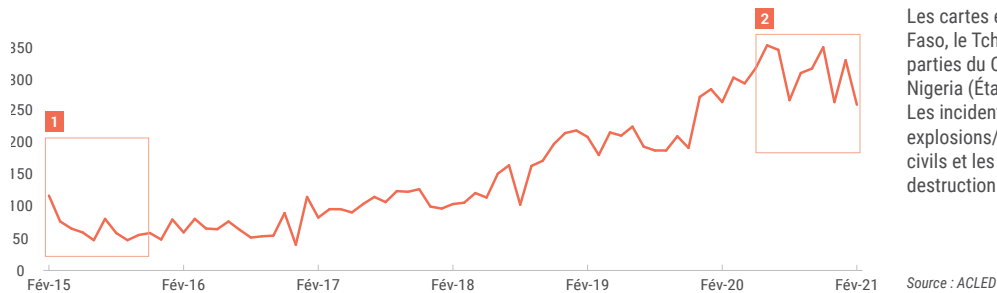
Le nord-ouest du Nigeria est confronté à une crise complexe, aggravée par l'augmentation de la criminalité et des attaques contre les civils. La violence et l'augmentation des besoins de protection ont des conséquences dramatiques sur la population civile dans la zone transfrontalière entre le Nigeria et le Niger. Quelque 464 000 personnes ont été déracinées de leurs foyers, et rien que l'année dernière, 260 000 personnes ont fui à l'intérieur du pays et 44 000 dans la région de Maradi au Niger.

Dans ce contexte qui s'aggrave, les zones frontalières au sud du Sahel risquent d'être davantage déstabilisées, les groupes criminels finissant par créer des liens avec les groupes armés non étatiques déjà actifs au Sahel.

Les pays préparent leur capacité de réponse en augmentant leur présence sécuritaire aux frontières nord tout en introduisant des stratégies préventives. La dimension sociale complexe de la violence appelle la mise en œuvre d'approches multipartites, incluant des activités de développement préventif ainsi que la préparation humanitaire. Le manque de données, de systèmes de suivi et de plans d'urgence risque d'entraver les réponses rapides, si elles sont nécessaires. En 2021, les partenaires régionaux travaillent en étroite collaboration avec le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée et le Togo afin de renforcer les activités de préparation, d'améliorer les capacités de réponse et d'identifier les zones permettant de réduire les risques et la vulnérabilité.

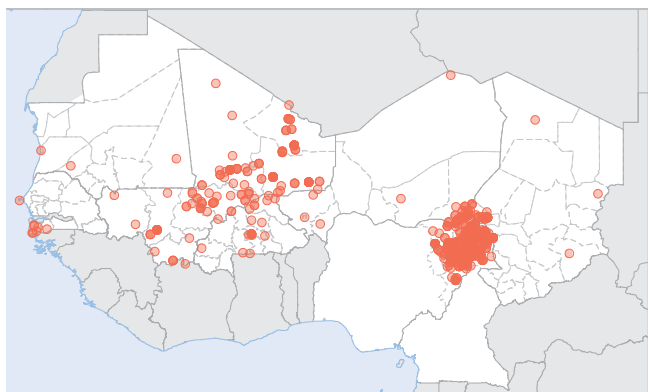


ÉVOLUTION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE

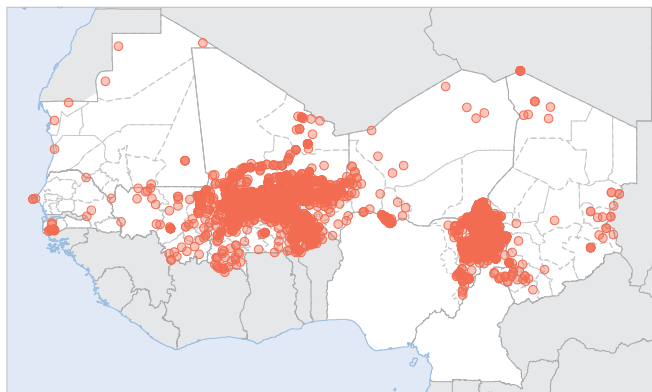


Les cartes et le graphique se concentrent sur le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie, le Niger, certaines parties du Cameroun (région de l'Extrême-Nord), du Nigeria (États d'Adamawa, Borno et Yobe) et le Sénégal. Les incidents de sécurité comprennent les batailles, les explosions/violences à distance, les violences contre les civils et les développements stratégiques (pillage / destruction de biens).

1 Février 2015 - Février 2016



2 Février 2020 - Février 2021



À travers le Sahel, 5,4 millions de personnes, plus que jamais auparavant, sont déracinées. Les déplacements à grande échelle mettent à rude épreuve des services fragiles et des ressources naturelles rares.

De nombreuses personnes déplacées ont également été contraintes de fuir plusieurs fois, ce qui aggrave davantage leurs vulnérabilités.

LES FEMMES ET LES ENFANTS SONT LES PLUS TOUCHÉS

L'impact de la violence sur les femmes et les enfants est dévastateur. Les femmes et les filles sont doublement touchées en raison de normes sociales néfastes et des multiples discriminations fondées sur l'âge et le sexe, encore exacerbées par l'impact socio-économique de la Covid-19. **Dans les contextes d'urgence, les incidents de violence basée sur le genre (VBG) se multiplient.** Les femmes et les filles des communautés locales sont exposées à un risque généralisé et croissant d'être enlevées, mariées de force, agressées sexuellement et violées. Les communautés les plus touchées sont aussi celles qui souffrent le plus de services de soins et de protection multisectoriels incomplets et inégalement répartis.

Les pays du Sahel ont des taux de mariage d'enfants et de mariage forcé parmi les plus élevés au monde. Au Burkina Faso, au Tchad, au Mali et au Niger, entre la moitié et les trois quarts des enfants sont mariés et une adolescente sur deux accouche avant l'âge de 18 ans. L'impact de la crise actuelle augmente encore le risque de mariage forcé. Outre la violence basée sur le genre, les enfants sont également exposés au travail des enfants, à l'exploitation économique, au recrutement et aux abus, à la violence physique et verbale et à la détresse psychologique.

MOPTI, MALI

Mariam a 12 ans. Elle est scolarisée au centre d'étude du site de déplacés internes de Sirifiri 1 et aide sa mère Gado dans les tâches ménagères quotidiennes, notamment pour aller chercher de l'eau pour sa famille et pour leur bétail.

UNOCHA/Evelyne Annette Massoma Colomina

L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION ATTEIGNENT DES NIVEAUX RECORD

Le Sahel est caractérisé par des vulnérabilités chroniques élevées. Ces dernières années, la détérioration rapide du contexte sécuritaire, les chocs climatiques et les prix élevés des denrées alimentaires ont aggravé la vulnérabilité des populations et remis en cause leur accès à la nourriture. En outre, les mesures prises par les gouvernements pour ralentir la propagation de la pandémie de COVID-19, notamment la restriction des mouvements à l'intérieur et entre les pays, ont eu un impact significatif sur la mobilité des personnes et des animaux ainsi que sur les flux commerciaux.

En conséquence, l'insécurité alimentaire au Sahel a atteint des sommets. **Au cours de la prochaine période de soudure, près de 14 millions de personnes seront confrontées à une insécurité alimentaire grave dans toute la région.** Dans le Sahel central, le conflit et son impact sur les communautés sont devenus une des causes principales des besoins alimentaires et nutritionnels, se détériorant régulièrement depuis 2017. En 2021, 5,2 millions de personnes se retrouveront en situation de crise alimentaire. **Le bassin du lac Tchad connaîtra une nouvelle augmentation pour la première fois en quatre ans** : 5,1 millions de personnes seront confrontées à la faim en 2021, soit un demi-million de plus que l'année dernière.

Ces chiffres traduisent une souffrance humaine croissante et nécessitent des solutions cohérentes à court et long terme.

L'aide d'urgence doit être renforcée tandis que les besoins structurels doivent être traités pour éviter une détérioration supplémentaire et catastrophique du contexte.

La crise touche de manière disproportionnée les enfants

et les femmes. Les enfants souffrent fortement de ses effets à court et long terme. L'insécurité alimentaire accroît les risques d'adoption de mécanismes d'adaptation négatifs, entraînant des mariages précoces et, dans certains cas, des relations sexuelles de survie. **Dans le Sahel central, près d'un million d'enfants de moins de cinq ans seront touchés par la malnutrition aiguë.**

LA RÉSILIENCE MISE À L'ÉPREUVE PAR LES CHOCS CLIMATIQUES

Nulle part ailleurs la résilience n'a été autant mise à l'épreuve que dans le Sahel. La région devient de plus en plus aride et lutte contre l'avancée du désert, mais doit aussi faire face périodiquement à des inondations dévastatrices, une double peine aux causes multiples.

Le changement climatique perturbe les moyens de subsistance déjà fragiles et a des effets néfastes sur la sécurité au Sahel, d'autant que les tensions intercommunautaires autour de l'accès aux ressources alimentent les conflits et deviennent la base de recrutement des groupes armés non étatiques.

Mauritanie & Sénégal

La Mauritanie et le Sénégal sont confrontés à des chocs climatiques récurrents et aigus depuis 2012. Les précipitations erratiques et les sécheresses sévères affectent fortement la production alimentaire locale et la gestion du bétail. Cela a un impact négatif sur l'accès des populations à la nourriture, provoquant l'insécurité alimentaire et la malnutrition.

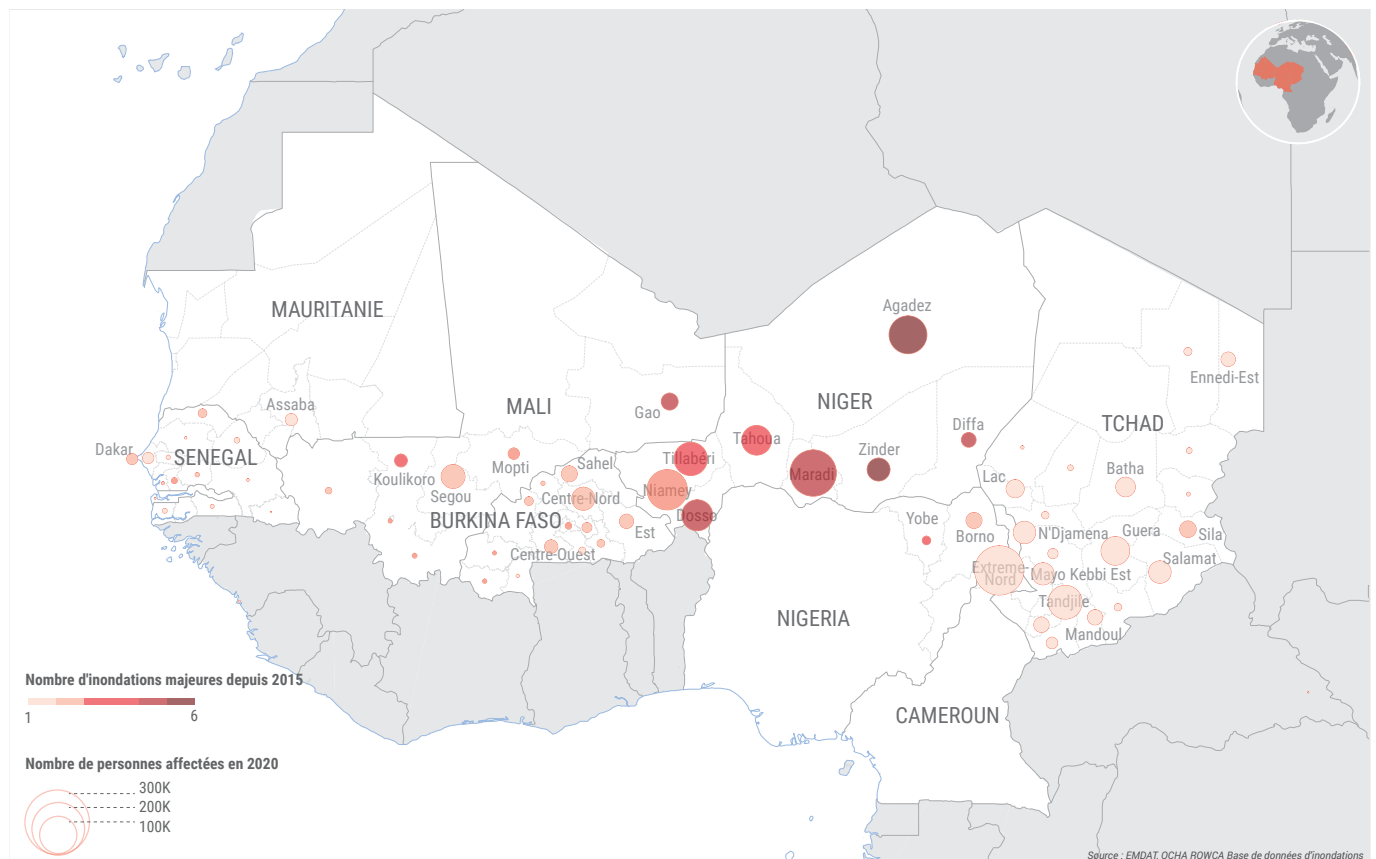
Les experts prévoient que la prochaine période de soudure en Mauritanie et au Sénégal conduira près de 480 000 et 490 000 personnes respectivement à ne pas pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires. Les zones les plus touchées se situent dans les régions de Matam et de Kédougou au Sénégal, qui pourraient faire face à des mouvements de population transfrontaliers, notamment des communautés pastorales pendant la période de transhumance.

En outre, en 2020, de fortes pluies ont provoqué des inondations dévastatrices qui ont touché plus de 32 000 personnes au Sénégal et détruit des habitations et de vastes zones de cultures. Le climat devenant plus instable, les pluies saisonnières provoquent des situations d'urgence de plus en plus graves.

Les tensions existantes entre les communautés pastorales et les agriculteurs s'intensifient, les communautés se disputant l'accès aux terres et à l'eau disponibles pour la culture et le pâturage. Dans l'ensemble, la vulnérabilité croissante des populations rurales, l'insécurité et les conflits autour des ressources perturbent la cohésion sociale, ce qui entraîne une aggravation de la crise.

Avec l'un des taux de croissance démographique les plus rapides au monde dans un environnement où les ressources s'amenuisent, les vulnérabilités au Sahel vont probablement encore s'accroître, alimentant de nouveaux conflits et des

ZONES AFFECTÉES PAR LES INONDATIONS EN 2020



migrations forcées dues au changement climatique.

Il est nécessaire d'anticiper pour atténuer l'impact des risques saisonniers avant la période de soudure et de déployer une assistance immédiate pour répondre aux besoins urgents. Ces mesures doivent être associées à des investissements importants dans les moyens de subsistance et les services sociaux en milieu rural, afin de renforcer la cohésion sociale et de poser les bases de la paix dans la région.

Dans toute la région, en 2020, des inondations saisonnières d'une gravité exceptionnelle ont touché plus de 1,7 million de personnes, entraînant la

destruction de maisons, de biens, de cultures et de champs, ainsi que la dégradation des sols, menaçant les moyens de subsistance de communautés dont la majorité dépend de l'agriculture.

Bon nombre des régions les plus touchées par les sécheresses, la dégradation des sols et les inondations sont également aux prises avec l'insécurité, des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et la malnutrition.

Depuis la conférence de Sendai, la préparation aux catastrophes a été davantage intégrée dans les politiques nationales, mais elle reste insuffisamment prioritaire dans l'aide internationale.

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour répondre et se préparer aux chocs climatiques, tandis que l'adaptation au changement climatique doit devenir une priorité.

AUGMENTATION DES CONTRAINTES D'ACCÈS

L'année 2020 a vu une augmentation des contraintes d'accès à travers le Sahel.

Les conflits, les menaces directes contre les travailleurs humanitaires, les barrières administratives, les catastrophes naturelles et la pandémie de COVID-19 ont tous eu un impact délétère sur l'accès humanitaire dans la région.

L'accès humanitaire restreint prive les communautés d'une assistance et d'une protection essentielles et expose les travailleurs humanitaires à des risques accrus. Le ciblage direct des opérations humanitaires entrave encore davantage l'aide permettant de sauver des vies. **Un tiers des enlèvements de travailleurs humanitaires dans le monde se sont produits au Mali, au Niger et au Burkina Faso.** Ces facteurs contribuent de manière significative au ralentissement et à la suspension des activités humanitaires. Au Niger, en 2020, certaines zones sont restées inaccessibles jusqu'à 226 jours. Au Mali, l'utilisation accrue d'engins explosifs improvisés par des acteurs armés non étatiques et la destruction d'infrastructures ciblant les militaires ont également réduit l'accès des civils aux services sociaux de base et à l'aide humanitaire.

Le manque de distinction entre les acteurs humanitaires et militaires pose des risques importants pour l'accès humanitaire dans la région. Ceci est particulièrement induit par l'imposition d'escortes armées, la mise en œuvre non coordonnée de projets à impact rapide (QIPS) et l'absence de mécanismes

robustes de coordination civilo-militaire. L'imposition d'escortes armées pour les organisations internationales dans certaines parties du Sahel en 2020 a conduit à la suspension partielle de projets humanitaires critiques, entravant l'accès des civils à l'aide et la sécurité des intervenants. Des groupes armés non étatiques (GANE) ont pris pour cible des civils soupçonnés d'avoir coopéré avec les forces militaires et policières. Le soutien apporté par les forces armées aux civils dans certaines régions a également brouillé la compréhension de la distinction entre les acteurs militaires et humanitaires. Cela a un impact sur la perception et l'acceptation des acteurs humanitaires par la population civile ainsi que par les groupes armés non étatiques.

Le renforcement de la coordination civilo-militaire reste impératif pour établir des relations structurées entre les autorités civiles et militaires et les acteurs humanitaires et pour garantir le respect des principes humanitaires. Un dialogue structuré est nécessaire entre les États et leurs partenaires engagés dans l'action humanitaire, le développement et la consolidation de la paix pour définir la coopération, établir des distinctions claires, fixer des lignes rouges là où elles sont nécessaires, en veillant toujours au respect du droit international humanitaire et à l'indépendance opérationnelle de l'action humanitaire.

La législation antiterroriste a également eu un impact sur la capacité des humanitaires

- ↳ **Les acteurs humanitaires doivent pouvoir exercer, dans la mesure du possible, leur droit de négocier l'accès humanitaire** avec toutes les parties au conflit, y compris les groupes armés non étatiques.
- ↳ **L'accès sûr aux services essentiels** pour toutes les communautés affectées doit être facilité.
- ↳ **La distinction entre les mandats humanitaires et militaires doit être respectée.**
- ↳ **Les humanitaires ne doivent pas être contraints d'utiliser des escortes armées** et le principe du "dernier recours" doit être respecté.
- ↳ **Les contraintes administratives doivent être allégées.**
- ↳ **Un plaidoyer conjoint** pour la protection de l'espace et de l'accès humanitaire est nécessaire.
- ↳ **La formation à la CMCoord et aux principes humanitaires** doit être renforcée.
- ↳ **Un soutien financier et logistique pour les vols de l'UNHAS est nécessaire** pour faciliter l'accès aux zones difficiles à atteindre.

à entamer des négociations sur l'accès humanitaire avec certains acteurs, contrairement aux principes humanitaires internationaux. Cela restreint encore davantage l'accès aux personnes dans le besoin.

Les barrières administratives continuent de menacer l'accès aux personnes dans le besoin dans plusieurs pays. Certaines opérations d'aide ont été contraintes de se concentrer sur certaines zones d'intervention et certains bénéficiaires de l'aide, violant ainsi les principes humanitaires.

La saison des pluies 2020 a entravé l'accès humanitaire à certaines régions touchées par le conflit, avec d'énormes sections de routes inaccessibles en raison des inondations et de l'érosion.

L'accès est particulièrement difficile pour les populations rurales, notamment les femmes et les filles. Le manque de participation des femmes aux activités de terrain, aux évaluations des besoins et aux activités d'engagement communautaire, dans des contextes de grande insécurité, exclut la prise en compte des besoins particuliers des femmes et des filles. Certaines organisations ont été confrontées à des restrictions de la part des autorités locales concernant les opérations mixtes et les programmes sur l'éducation, la violence basée sur le genre et la santé reproductive.

ATTAQUES VISANT LES HUMANITAIRES

Face à l'aggravation de l'insécurité et à un environnement opérationnel complexe, les travailleurs humanitaires sont de plus en plus en danger, ont été enlevés et tués. L'insécurité a forcé la suspension des opérations dans certains endroits, laissant les communautés sans accès à l'aide de base. Parmi les exemples récents, citons les attaques menées par des groupes armés non étatiques le 11 avril à Damasak et le 2 mars à Dikwa, tous deux dans l'État de Borno au Nigeria, qui ont directement visé des installations humanitaires, des entrepôts et un hôpital.



KAYA, BURKINA FASO
Enfant déplacé sur le site de Bisnogo.

LA COVID-19 ACCROÎT LES BESOINS

Après plus d'un an, les pays du Sahel ont enregistré près de 300 000 cas de COVID-19. La fourniture de l'aide humanitaire s'est poursuivie avec des modalités de livraison adaptées au contexte de la COVID-19 et accompagnées de mesures de sensibilisation, ainsi que d'approches innovantes pour engager les communautés à distance, par le biais des chefs communautaires. L'impact socio-économique de la pandémie a cependant été ressenti dans toute la région, et les moyens de subsistance ont été affectés par les restrictions de mouvement et de rassemblement mises en place pour prévenir la transmission, accentuant encore les besoins dans la région.

La pandémie a également accentué le manque de confiance des communautés dans les structures de santé.

L'impact cumulé de la COVID-19 a contribué de manière significative à la montée en flèche de l'insécurité alimentaire dans la région, en particulier dans les communautés vulnérables. La pauvreté est élevée, et la volatilité des marchés des produits de base ainsi que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont un impact sur l'accès et la disponibilité de la nourriture. Les activités de transhumance transfrontalière sont gravement perturbées, ce qui affecte les moyens de subsistance des éleveurs vulnérables. Au Burkina Faso, au Tchad et au Nigeria, les mesures d'atténuation de la COVID-19 ont un impact négatif sur l'accès aux intrants agricoles et à la main-d'œuvre.

La crise de la COVID-19 qui s'ajoute à l'escalade des conflits, aux déplacements forcés et aux catastrophes naturelles, a des effets négatifs importants sur le bien-être des populations, en particulier pour les femmes et les filles qui subissent de

manière disproportionnée la violence basée sur le genre et la perte de leurs moyens de subsistance. Alors que les femmes représentent la majorité des travailleurs de première ligne, elles sont sous-représentées et de façon disproportionnée et inadéquate dans les espaces politiques et les structures communautaires. **La pandémie a également entraîné une augmentation de la violence basée sur le genre (VBG) contre les femmes et les filles.** Les normes sociales et les systèmes de croyances néfastes sont l'une des causes profondes de la discrimination et des inégalités entre les sexes dans la région et la pandémie de COVID-19 devrait entraîner une réduction d'un tiers des progrès réalisés pour mettre fin à la violence basée sur le genre d'ici 2030.

La fermeture des écoles entre mars et juillet 2020 a perturbé les possibilités d'apprentissage de millions d'enfants, en plus de tous ceux qui sont privés d'éducation en raison de l'insécurité. Rien qu'au Burkina Faso, au Mali et au Niger, 12 millions d'enfants ont été touchés. Les progrès réalisés en matière d'éducation, tant en termes d'accès que de qualité, risquent fort d'être perdus. Pour la continuité de l'apprentissage, les innovations en matière d'enseignement à distance ont été exploitées. Cependant, les difficultés d'accès à Internet, à la télévision ou à la radio entravent l'utilisation efficace de ces nouvelles techniques.

Les services préventifs ont été suspendus dans certains endroits et risquent de connaître une discontinuité, ce qui pourrait entraîner la suspension des campagnes de vaccination et de prophylaxie avec des conséquences potentiellement graves.

Plusieurs pays de la région participent à la garantie de marché avancée (AMC) COVAX. En avril 2021, les campagnes de vaccination ont commencé au Mali, au Nigeria et au Niger. L'AMC est le mécanisme de la Facilité COVAX permettant de fournir des vaccins financés par des donateurs aux pays à faible revenu.

LES BESOINS DÉPASSENT LES NIVEAUX DE FINANCEMENT

Grâce aux généreuses contributions des donateurs, l'ONU et les partenaires humanitaires ont fourni une assistance vitale à plus de 15,8 millions de personnes en 2020 - souvent dans des environnements difficiles et des zones difficiles d'accès. Les agences de l'ONU et les ONG sont restées et ont tenu leurs promesses tout au long de cette crise qui s'intensifie, fournissant une aide alimentaire, une nutrition thérapeutique, des abris d'urgence et un accès aux soins de santé, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à l'éducation et à la protection.

Une réponse rapide et ciblée avec des ressources suffisantes permet de sauver des vies et de réduire la souffrance humaine. Cependant, les niveaux de financement ne suivent pas l'augmentation des besoins. En 2020, les plans de réponse ont été financés à 53% en moyenne.

Avec un meilleur financement, il est possible de faire beaucoup plus

En 2021, les partenaires humanitaires continueront à fournir une aide humanitaire et une protection vitales dans tout le Sahel, en donnant la priorité aux besoins les plus aigus. Toutes les activités favoriseront la sécurité, la dignité et l'accès équitable des filles, femmes, garçons et hommes affectés à l'aide humanitaire.

Des efforts accrus sont nécessaires pour fournir des services essentiels et maintenir l'accès aux populations les plus vulnérables. L'acceptation et l'inclusion des communautés dans les programmes d'aide sont essentielles pour atténuer les risques et accéder aux populations dans le besoin. Les questions transnationales telles que le déplacement et l'insécurité alimentaire, et leur impact sur les zones frontalières, doivent être considérées de manière cohérente et interconnectée.

Le soutien aux femmes et aux filles, à la santé reproductive et à l'autonomisation des femmes sera essentiel. Il est crucial d'investir dans une réponse aux crises menée par les femmes et de donner la priorité à l'égalité des genres pour répondre efficacement aux besoins humanitaires et de relèvement, et pour parvenir à la paix et à la prospérité en renforçant leur leadership et leur participation égale aux réponses humanitaires et aux crises. Trop souvent, les priorités des femmes et des filles ne sont pas respectées et leurs voix et leur expertise ne sont pas prises en compte. Malgré une tendance à la hausse des efforts en matière d'égalité des genres, les organisations de femmes de première ligne dans les zones fragiles et touchées par les conflits ne reçoivent toujours que 0,2% du financement total de l'aide.

TOUKRA, TCHAD
OCHA/Federica Gabellini



VERS UNE RÉDUCTION DE L'IMPACT DES CRISES PROLONGÉES

Les populations et les moyens de subsistance dans la région du Sahel sont de plus en plus exposés à des risques complexes et interdépendants : les conflits, l'extrémisme violent, le changement climatique, les épidémies et l'insécurité alimentaire se cumulent et contribuent à une fragilité croissante.

Dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) et de la promesse de " ne laisser personne de côté ", mettre fin aux besoins en réduisant les risques et les vulnérabilités est désormais un engagement partagé.

Les efforts conjoints des acteurs humanitaires, du développement et de la paix visent à mettre en œuvre une "nouvelle façon de travailler" pour obtenir des résultats collectifs. Cette approche vise à aligner les stratégies et les opérations à court et à long terme dans les situations de crise prolongée au niveau des pays. Elle s'appuie sur la nécessité de répondre à des risques complexes de manière complémentaire pour réduire les vulnérabilités, améliorer la protection des civils, contribuer à la prévention des conflits et favoriser la paix.

Il est impératif d'adopter de nouvelles méthodes de travail dans les domaines de l'humanitaire et du développement, en renforçant les efforts de partage des données, d'analyse conjointe et d'évaluation des besoins, ainsi qu'en alignant la planification pluriannuelle.

Plusieurs initiatives nexus ont lieu au Sahel par le biais de l'alliance AGIR, de l'UNISS et d'interventions menées par les gouvernements. Pour réduire l'impact des crises prolongées sur les populations affectées au Sahel, **il est impératif de soutenir les actions de développement et d'investir à moyen et long terme tout en continuant à fournir une assistance immédiate pour sauver des vies.** Ces activités doivent être planifiées et lancées dès le début de la crise, en étroite coordination avec les acteurs humanitaires et dans le respect des principes humanitaires, tant à l'intérieur du pays que dans les pays voisins.

KOLOFATA, CAMEROUN

Une famille de déplacés dans le camp de Kolofata

OCHA/Bibiane Mouangue



- **L'action de développement** doit être plus réactive, plus axée sur les risques et plus flexible grâce à une programmation adaptée au contexte, notamment en mettant davantage l'accent sur la présence et l'impact dans les communautés et en adoptant une approche flexible en termes de travail avec des institutions fragiles.
- Partout où cela est pertinent, **les efforts de consolidation de la paix** doivent être plus préventifs, axés sur l'engagement des parties prenantes nationales, et plus tolérants au



risque pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et des crises.

- ↳ Parallèlement, **l'action humanitaire** doit être placée dans un contexte plus large : tout en protégeant l'espace humanitaire, les acteurs humanitaires doivent clairement indiquer la portée de la réponse humanitaire et les actions requises pour soutenir son retrait progressif, en envisageant un accès durable aux services et à la protection et le transfert de la prestation de services à des acteurs non humanitaires.

DES ENGAGEMENTS COLLECTIFS POUR INTENSIFIER L'AIDE EN FAVEUR DE MILLIONS DE PERSONNES DANS LE SAHEL CENTRAL

En octobre 2020, une table ronde ministérielle sur le Sahel central a été organisée conjointement par le Danemark, l'Allemagne, l'Union européenne et les Nations unies afin de mobiliser le soutien nécessaire pour répondre aux besoins et aux défis humanitaires au Burkina Faso, au Mali et au Niger, de créer un élan politique et de fournir des orientations stratégiques. Les participants ont pris des engagements forts et les donateurs ont annoncé plus de 1,7 milliard de dollars pour intensifier l'aide à la survie.

Les engagements politiques se sont concentrés sur le traitement des causes profondes de la crise dans le respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme, sur la sauvegarde de la protection en tant qu'élément central de la réponse, sur le renforcement de la coordination humanitaire civilo-militaire, et sur la priorité donnée aux efforts conjoints pour un lien efficace entre l'humanitaire, le développement et la paix.

Afin d'assurer une responsabilité collective, OCHA et les partenaires ont développé un cadre pour suivre les progrès réalisés par rapport aux principaux engagements. L'outil de macro-diagnostic permettra aux partenaires de la région d'intensifier le plaidoyer ou le soutien technique selon les besoins au niveau national, régional ou mondial.

Des engagements ont été pris sur trois thèmes principaux :

1. **Services sociaux de base**
2. **Protection**
3. **Accès/Coordination civilo-militaire**

En tant que tel, le cadre de suivi est aligné sur ces trois thèmes, en travaillant à travers les mécanismes de coordination existants dirigés par l'équipe humanitaire du pays. Le suivi sera renforcé par une stratégie de plaidoyer solide au niveau régional afin de mettre en évidence les réussites dans la région et de relever les défis.

Un rapport régional sur les progrès accomplis sera présenté aux coprésidents de la table ronde en octobre 2021.

Tableau de bord régional

(Avril 2021)

\$3,7Md

Besoins financiers

29M

Personnes dans le besoin

21M

Personnes ciblées

4,4M

Personnes déplacées internes

890k

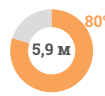
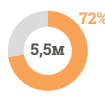
Réfugiés



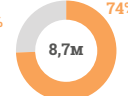
Sources : HNO, HRP

PERSONNES DANS LE BESOIN ET CIBLÉES

29M
pers. dans le besoin



N/A



N/A

21M
pers. ciblées

Burkina Faso

Cameroun (Extrême-Nord)

Tchad

Mali

Mauritanie

Niger

Nigeria

Sénégal



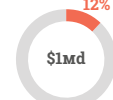
FTS, 23 avril 2021. Besoins financiers pour tout le Cameroun.

BESOINS FINANCIERS HRP

\$3,7Md
requis



N/A



N/A

Burkina Faso

Cameroun

Tchad

Mali

Mauritanie

Niger

Nigeria

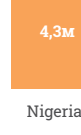
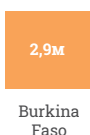
Sénégal



Sources : Cadre Harmonisé Novembre 2016-2021, situation projetée - Cameroun (Extrême-Nord uniquement) : EFSA 2015, 2016 ; CFSVA 2017, FSMS (2017, 2018)

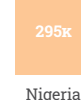
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

14M
en phase de crise et d'urgence

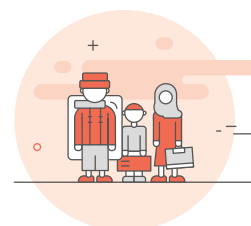


NUTRITION

1,6M
enfants sévèrement malnutris



Sources : UNICEF 08/02/2021



Sources : HNO, HRP, OIM, CCCM, Gouvernement - UNHCR

PDI & RÉFUGIÉS

4,4M

890k



N/A



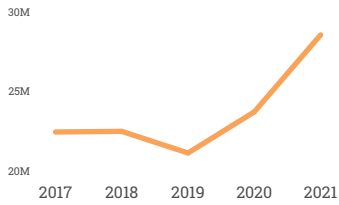
N/A

N/A





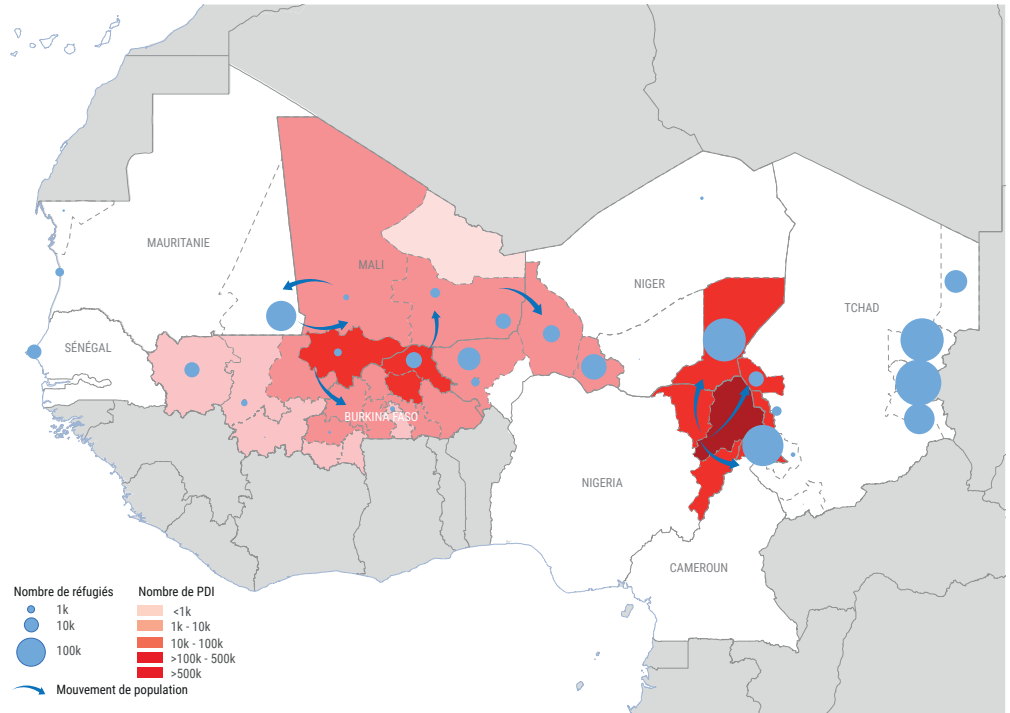
121,1M
Population
du Sahel



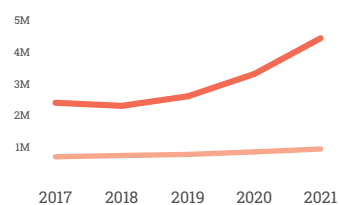
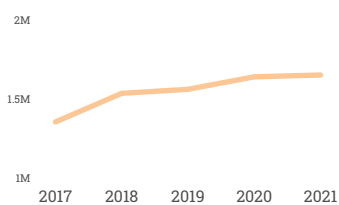
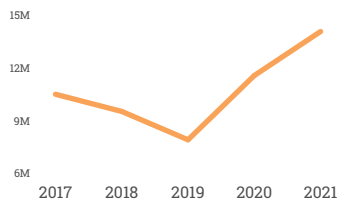
Requis
\$3,7md

Financement
moyen des plans
9% (au mois d'avril 2021)

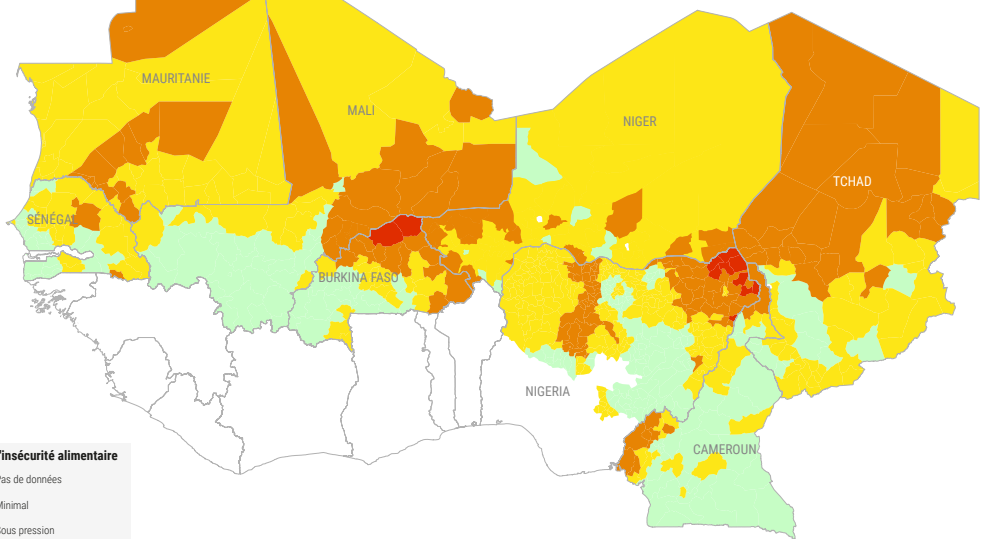
DÉPLACEMENTS



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE*



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ANALYSE DU CADRE HARMONISÉ MARS 2021
(SITUATION PRÉVUE JUIN-AOÛT)



*Food security data and map based on the March 2021 Cadre Harmonisé/RPCA as of 22 April 2021. Some data and geographic boundaries are being further cleaned up and verified.

Burkina Faso



PERSONNES DANS LE BESOIN

3,5M

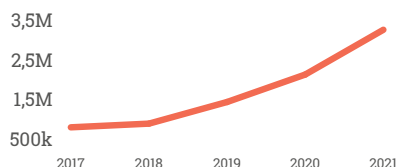
PERSONNES CIBLÉES

2,9M

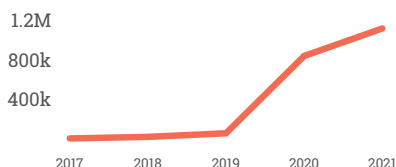
BESOINS FINANCIERS HRP (\$US)

608M

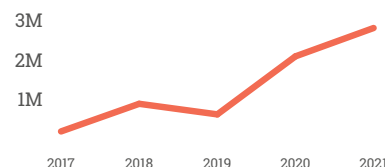
PERSONNES DANS LE BESOIN



DÉPLACEMENTS



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Le Burkina Faso est confronté à une urgence humanitaire croissante et sans précédent. Le conflit et l'insécurité ont provoqué ce qui est maintenant la crise de déplacement à la croissance la plus rapide au monde, forçant plus de 1,2 million de personnes à fuir leurs maisons, laissant tout derrière elles. Beaucoup de ces personnes déplacées ont dû fuir plusieurs fois. Malgré la générosité des communautés d'accueil, plus de 75% d'entre elles n'ont toujours pas d'abri adéquat.

En 2021, un nombre record de 3,5 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgence dans six régions prioritaires. La violence et la variabilité climatique ont eu un impact considérable sur la production alimentaire au Burkina Faso. Quelque 2,9 millions de personnes devraient souffrir d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure. Sans l'aide humanitaire qu'elles reçoivent actuellement, des milliers de familles souffriraient de la faim. Les services de base essentiels tels que l'accès à l'eau, les infrastructures d'assainissement, l'éducation et la santé sont gravement affectés. Près d'un million de personnes n'ont pas accès aux soins médicaux, une situation qui les rend vulnérables aux maladies épidémiques, dont la COVID-19. Quelque 2 200 écoles sont fermées dans les zones touchées, privant plus de 300 000 enfants d'une éducation et les exposant au risque d'exploitation et d'abus. Les services spécialisés et multisectoriels de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG) et de protection des femmes et des filles ne couvrent que 12% du territoire affecté. Dans l'une des régions les plus touchées du Burkina Faso, le Sahel, la fréquentation scolaire a chuté d'une moyenne déjà faible de 50-60% à 25% au cours des deux dernières années. Cela a un impact énorme sur l'avenir des enfants, en particulier pour les filles, qui ont souvent peu de chances de retourner à l'école, et risquent de tomber enceintes ou de se marier avant l'âge de 18 ans.

Le pays est confronté à des problèmes de protection à grande échelle résultant de la spirale de l'insécurité et de la détérioration de l'accès des populations aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base dans ses régions du nord et de l'est, le long des frontières avec le Mali et le Niger. Les conflits entre communautés restent une préoccupation majeure, tandis que les enfants et les femmes sont les premières victimes de la violence,

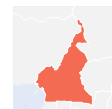
la violence basée sur le genre parmi les personnes déplacées et les communautés d'accueil étant exacerbée par la crise humanitaire. Au moins 1,5 million de personnes ont besoin d'une assistance en matière de protection, dont 85% sont des femmes et des enfants.

Malgré les nombreux défis, la communauté humanitaire a élargi l'accès à l'assistance au Burkina Faso. Grâce aux contributions généreuses des donateurs et aux efforts concertés, l'aide humanitaire a atteint plus de 2,4 millions de personnes en 2020 - soit plus du double du chiffre comparable pour 2019 - par la fourniture d'une aide alimentaire, d'une nutrition thérapeutique, d'abris d'urgence et d'un accès aux soins de santé, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à l'éducation et à la protection, notamment dans les zones difficiles d'accès. Mais l'impact du conflit continue d'augmenter, et des ressources supplémentaires sont nécessaires. Les capacités de réponse doivent être renforcées pour répondre aux besoins vitaux des personnes touchées par la crise et pour faire face au contexte instable.

Parmi les 3,5 millions de personnes ayant besoin d'aide, la communauté humanitaire a ciblé 2,9 millions de personnes parmi les plus vulnérables et appelle à la mobilisation de 608 millions de dollars pour maintenir et accroître la réponse d'urgence.

L'aide qui sauve des vies doit aussi s'accompagner d'une action de développement pour réduire les besoins futurs. Cela signifie investir dans les services sociaux de base, en premier lieu dans le nord et l'est du Burkina Faso. Cela signifie également améliorer les infrastructures et l'éducation, lutter contre l'impact des chocs climatiques et du changement climatique, et soutenir des modèles de moyens de subsistance durables pour les générations futures.

Cameroun (Extrême-Nord)



PERSONNES DANS LE BESOIN

1,2M

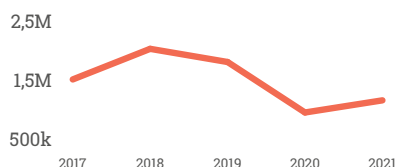
PERSONNES CIBLÉES

950K

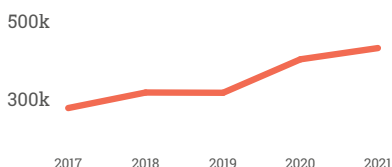
BESOINS FINANCIERS HRP (\$US)*

362M

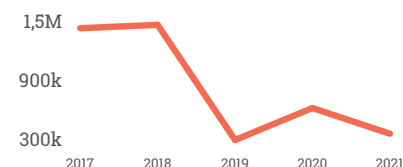
PERSONNES DANS LE BESOIN



DÉPLACEMENTS



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Le Cameroun continue de faire face à un contexte humanitaire très difficile, caractérisé par des crises multiples qui mettent à rude épreuve la capacité de réponse des autorités et des partenaires humanitaires.

La région de l'Extrême-Nord souffre d'une urgence complexe déclenchée par la violence prolongée dans le bassin du lac Tchad. On estime que plus de 1,2 million de personnes auront besoin d'une aide humanitaire dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun en 2021.

Plus de 320 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays par le conflit, et les mouvements de population se poursuivent. Les déplacements se font souvent en prévision d'attaques, les familles emportant un minimum de biens avec elles et recherchant des zones temporaires sûres. En conséquence, les personnes déplacées ont tendance à s'installer dans des abris de fortune.

Les civils sont profondément vulnérables aux abus et aux violations des droits. La population civile continue de faire l'objet d'attaques armées, d'enlèvements, y compris d'enfants, de pillages et de destructions de biens et d'infrastructures. Les personnes déplacées continuent d'être particulièrement touchées par la violence et l'augmentation des déplacements forcés, ce qui a contribué à l'affaiblissement des filets de sécurité familiaux et communautaires, touchant plus notamment les personnes vulnérables telles que les femmes, les enfants, les personnes

âgées et les personnes vivant avec un handicap. Le niveau de violence, exacerbé par les déplacements forcés et le manque de services adéquats de lutte contre la violence basée sur le genre (VBG), expose les femmes et les filles à des risques accrus.

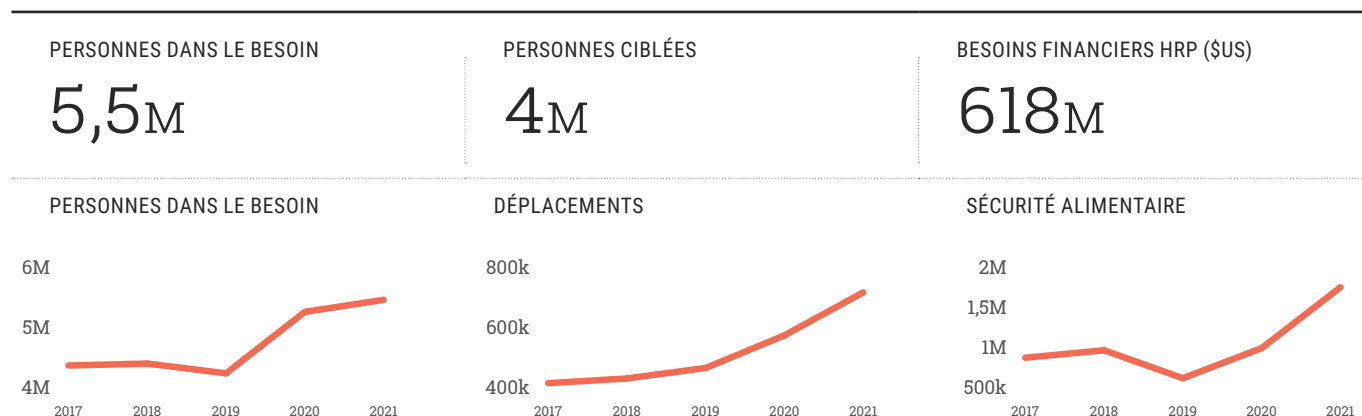
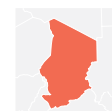
Dans les zones touchées par la violence et l'insécurité, l'accès aux services sociaux de base tels que la santé et l'éducation est limité. La région est également sujette aux chocs climatiques, qu'il s'agisse d'inondations ou de périodes de sécheresse prolongées, qui compromettent la résilience des communautés. Le contexte instable affecte aussi fortement la capacité des populations à se nourrir. La région de l'Extrême-Nord présente une prévalence élevée de malnutrition aiguë de plus de 5%.

L'insécurité et l'insuffisance des financements limitent fortement la réponse humanitaire, y compris la fourniture de services de protection des enfants et de lutte contre la VBG. Au niveau national, la réponse en matière de VBG et de protection de l'enfance n'a été financée qu'à hauteur de 4,5% et 6,8%, respectivement, en 2020.

*Au-delà de l'Extrême-Nord, le Cameroun fait face à deux autres crises humanitaires. La situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest continue de se détériorer. Des milliers de familles continuent de fuir leurs maisons à la recherche de sécurité. Dans les régions de l'Est du Cameroun, une augmentation de l'afflux de réfugiés centrafricains a été observée. Au total, 300 000 réfugiés exercent une pression importante sur les ressources déjà limitées et les services sociaux de base dans les zones d'accueil. **En 2021, quelque 4,4 millions de personnes auront besoin d'une assistance vitale au Cameroun***

*Besoin pour l'ensemble du pays, visant 3 millions de personnes. La part pour l'Extrême-Nord est estimée à 100 millions de dollars

Tchad



Au Tchad, les crises multiples continuent d'aggraver la vulnérabilité des populations. Le contexte socio-économique déjà fragile est fortement affecté par la multiplication des conflits et des violences, les risques sanitaires récurrents et l'insécurité alimentaire.

La montée de la violence à l'intérieur des frontières du Tchad mais aussi les chocs ressentis dans ses zones transfrontalières en raison du contexte politique et sécuritaire fragile des pays voisins affectent la vie de nombreuses personnes.

Les mouvements de population augmentent et près d'un million de personnes sont déplacées, y compris les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les réfugiés et les retournés.

Dans la province occidentale du Lac, le nombre de personnes déplacées a doublé en 2020. La vulnérabilité des populations hôtes s'aggrave, car les moyens de subsistance sont de plus en plus affectés par les difficultés d'accès au lac pour la pêche ou pour planter et récolter. En 2020, 1 058 incidents de protection ont été signalés dans la province, plus 262 incidents au cours des deux premiers mois de 2021 seulement. La majorité sont des enlèvements (30%) et des meurtres (24%) et la plupart des incidents sont accompagnés de vols et de pillages de bétail et d'infrastructures. Au total, 1 295 victimes d'incidents de violence basée sur le genre (VBG) ont reçu des services en 2020. Le début de l'année 2021 a également vu 4 482 nouvelles arrivées dans l'est en provenance du Soudan, suite aux attaques des milices armées dans l'ouest du Darfour.

Le Tchad est exposé aux chocs climatiques tels que les déficits pluviométriques, les sécheresses entraînant la dégradation des ressources naturelles, le déclin de la production pastorale et l'érosion de la biodiversité, ainsi que les inondations récurrentes,

avec des conséquences en termes d'insécurité alimentaire et de perte de moyens de subsistance. **Dans tout le pays, 1,8 million de personnes devraient souffrir d'insécurité alimentaire pendant la prochaine période de soudure, de juin à septembre, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à l'année dernière.**

Dans la province du Lac en particulier, l'insécurité alimentaire est influencée par le conflit en cours qui réduit l'accès aux moyens de subsistance, par les événements climatiques, notamment les inondations excessives de la mi-2020, et par les restrictions de mouvement dues à la COVID-19. La malnutrition reste particulièrement préoccupante dans 16 des 23 provinces. Globalement, la prévalence est de 10% pour la malnutrition modérée, 2,1% pour la malnutrition sévère et de 3,9% chez les enfants de moins de cinq ans.

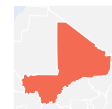
En 2020, quelque 388 000 personnes à travers le pays - en particulier dans l'ouest, le sud et le nord-est - ont été touchées par de vastes inondations, perdant totalement ou partiellement leurs maisons et leurs biens, avec un impact considérable sur les stocks alimentaires et les récoltes et la perte d'animaux.

N'Djamena elle-même a également été touchée, la rivière Chari étant sortie de son lit. Malgré les efforts déployés, les difficultés de financement ont empêché les acteurs humanitaires de fournir une réponse suffisante.

Dans plusieurs provinces du sud, les affrontements entre agriculteurs et éleveurs se poursuivent, avec huit incidents distincts en janvier et février, entraînant la mort d'au moins 70 personnes. Les affrontements sont déclenchés par le bétail qui endommage les cultures et par les conflits autour des sources d'eau.

Le pays souffre également d'épidémies récurrentes telles que la rougeole, le paludisme et la méningite. Le faible accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi que la faiblesse du système de santé, constituent des obstacles majeurs en termes d'offre et d'accessibilité aux soins de santé primaires, mettant en péril la vie de 1,7 million de personnes.

Mali



PERSONNES DANS LE BESOIN

5,9M

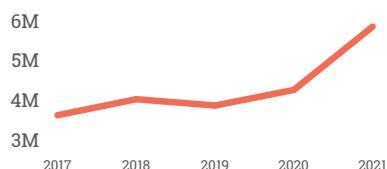
PERSONNES CIBLÉES

4,7M

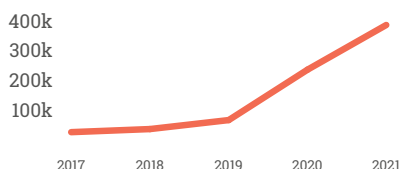
BESOINS FINANCIERS HRP (\$US)

563M

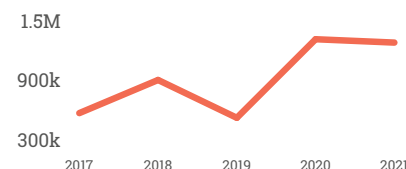
PERSONNES DANS LE BESOIN



DÉPLACEMENTS



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Tout au long de l'année 2020, le contexte humanitaire au Mali s'est dégradé en raison des effets immédiats du conflit et de la violence à multiples facettes, entraînant des déplacements et une augmentation des besoins humanitaires, notamment dans les régions frontalières avec le Burkina Faso et le Niger.

Cette tendance négative se poursuit en 2021. Les conflits intercommunautaires et intracommunautaires, la violence des groupes armés non étatiques, les conséquences des opérations anti-insurrectionnelles, l'utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI), la criminalité et le banditisme, ainsi que les violences sexuelles affectent la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes. Les chocs climatiques, tels que les sécheresses et les inondations, viennent s'ajouter à un contexte déjà précaire. Les conséquences de la COVID-19 ont accru la vulnérabilité des populations et la sévérité de leurs besoins.

Pris entre les groupes armés et les opérations militaires, les civils fuient leurs foyers pour se mettre en sécurité. **Les déplacements au Mali se sont accrus depuis 2017 avec une augmentation significative de plus de 116 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, en 2020. En janvier 2021, on compte 347 000 déplacés internes et si cette trajectoire persiste, les chiffres dépasseront bientôt, pour la première fois depuis le début de la crise en 2013, le seuil historique de 353 000 déplacés internes.** Les déplacements à grande échelle mettent à rude épreuve les faibles services et les rares ressources naturelles, approfondissant la vulnérabilité des personnes et leur dépendance à l'égard de mécanismes d'adaptation négatifs tels que le mariage précoce forcé. Plus de 400 000 enfants ont été affectés par la fermeture des écoles en décembre 2020, principalement en raison de l'insécurité.

Environ 1,3 million de personnes ont besoin d'un soutien aux moyens de subsistance en raison de la perte ou de la réduction significative des revenus et des moyens de subsistance des ménages suite au conflit et aux conséquences socio-économiques de la COVID-19. Quelque 1,3 million de personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence et plus de 1,1 million de personnes ont besoin d'une assistance nutritionnelle. La zone

des trois frontières est dans une situation alarmante avec 30% de la population confrontée à une insécurité alimentaire sévère à Bankass et Bandiagara dans la région de Mopti. Dans les régions de Kayes, Ségou et Koulikoro, au nord, 300 000 personnes ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

Les contraintes d'accès humanitaire restent très élevées. À Mopti, les agences des Nations unies ont signalé un nombre élevé de contraintes d'accès dans 75% des communes de la région de septembre à décembre 2020, 43% pour les ONG internationales et 37% pour les ONG nationales. Pour y remédier, OCHA et ses partenaires ont lancé un programme visant à renforcer les capacités et à consolider la coordination civilo-militaire et les principes humanitaires.

En 2020, les efforts conjoints du gouvernement et des partenaires humanitaires ont permis de venir en aide à plus de 2,2 millions de personnes, malgré les insuffisances de financement et les contraintes d'accès. Seuls 47% des fonds sollicités pour la réponse humanitaire ont été reçus en 2020. Un financement immédiat et généreux est nécessaire pour faire face aux besoins et avoir un impact tangible sur la vie des populations. Les Nations unies et les ONG sont sur le terrain, fournissant une aide alimentaire, une nutrition thérapeutique, des abris d'urgence et un accès aux soins de santé, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à l'éducation et à la protection. Avec un meilleur financement, il est possible de faire beaucoup plus.

En 2021, 11,7 millions de personnes sont touchées par la crise, dont 5,9 millions ont besoin d'une aide humanitaire. 54% d'entre elles sont des enfants. Les organisations humanitaires ciblent 4,7 millions de personnes et appellent à la mobilisation de 563 millions de dollars.

Niger



PERSONNES DANS LE BESOIN

3,8M

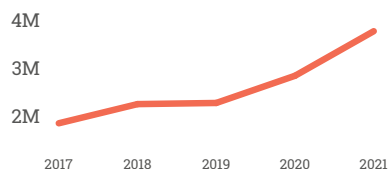
PERSONNES CIBLÉES

2,0M

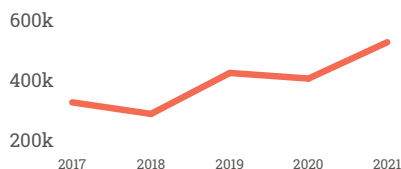
BESOINS FINANCIERS HRP (\$US)

523M

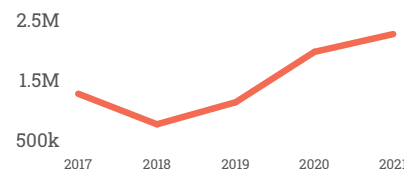
PERSONNES DANS LE BESOIN



DÉPLACEMENTS



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Le Niger fait face à une situation d'urgence humanitaire complexe marquée par une insécurité permanente et des violences contre les civils perpétrées par des groupes armés non étatiques, une pauvreté endémique et une pression démographique, les effets du changement climatique, notamment des inondations saisonnières et des poches de sécheresse, ainsi qu'une insécurité alimentaire et une malnutrition chroniques. La situation est encore aggravée par la pandémie de COVID-19 qui entraîne une augmentation exponentielle des besoins. **Cette année, le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire et de protection est passé de 3,7 millions à 3,8 millions.**

Les conflits armés au Burkina Faso, au Mali et au Nigeria continuent d'entraîner de l'instabilité et des déplacements forcés dans les zones frontalières, la violence débordant sur les régions transfrontalières du Niger. Les pics de violence, en particulier dans les régions de Diffa, Tillabéri, Maradi et Tahoua, créent de nouveaux déplacements et augmentent les besoins humanitaires. En février 2021, l'insécurité persistante a conduit 570 000 personnes (personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiés) à chercher un refuge contre la violence. La plupart des personnes déplacées ont été contraintes de fuir à plusieurs reprises et ne peuvent pas rentrer chez elles en raison de l'insécurité.

Les conditions météorologiques de plus en plus sévères et l'intensification des chocs climatiques exacerbent les vulnérabilités chroniques. En 2020, des inondations exceptionnelles ont gravement affecté le Niger. Plus de 632 000 personnes ont été touchées par des pluies torrentielles qui ont détruit leurs habitations. Environ deux millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire aiguë et chronique en raison des chocs récurrents et du changement climatique. Plus de 400 000 enfants âgés de 6 à 59 mois sont exposés à la malnutrition aiguë sévère et plus de 50% des enfants ne sont pas scolarisés. Les conditions préexistantes sont exacerbées par des épidémies sporadiques touchant les plus vulnérables. La rougeole, le choléra et la méningite sont les maladies potentiellement mortelles les plus courantes.

L'insécurité et les attaques perturbent gravement les services sociaux essentiels et compromettent les efforts de

développement national. En 2020, les infrastructures de santé ont été directement visées par des attaques. Environ 70 centres de santé ont dû fermer en raison de l'insécurité dans les régions de Tillabéri et Diffa. Le nombre de violations signalées est également en augmentation. Les services de violence basée sur le genre (VBG) se sont développés, permettant de soutenir 3 261 survivants de VBG de janvier à août 2020, contre 1 399 en 2019.

Faire parvenir l'aide humanitaire aux personnes vulnérables reste un défi. En raison de l'insécurité, les organisations humanitaires au Niger ont été confrontées à des contraintes d'accès accrues, affectant leur capacité à répondre aux besoins des personnes affectées, notamment à Tahoua, Tillabéri et Diffa. En 2020, 318 incidents de sécurité ont affecté les travailleurs humanitaires, dont 7 humanitaires tués.

Malgré les risques et les incertitudes actuels, la communauté humanitaire s'engage à rester et à fournir une aide d'urgence telle que de l'eau potable, de la nourriture et des services de soins de santé primaires aux personnes les plus vulnérables. Environ 151 organisations humanitaires fournissent une aide d'urgence multisectorielle dans tout le pays, y compris dans les zones difficiles d'accès.

La communauté humanitaire appelle à la mobilisation de 523,2 millions de dollars pour couvrir les besoins aigus des personnes les plus vulnérables en 2021.

Il est peu probable que les vulnérabilités structurelles du Niger s'améliorent de manière significative. Les populations resteront vulnérables aux chocs climatiques tels que les sécheresses et les inondations, la malnutrition, l'insécurité alimentaire et les épidémies. La programmation de la résilience, y compris des investissements supplémentaires dans la prévention et le renforcement des capacités, est essentielle pour réduire la vulnérabilité des personnes et des communautés et mieux répondre aux causes profondes de ces crises.

Nigeria



PERSONNES DANS LE BESOIN

8,7M

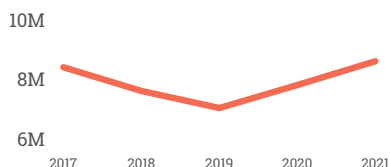
PERSONNES CIBLÉES

6,4M

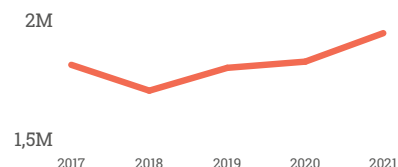
BESOINS FINANCIERS HRP (\$US)

1,0MD

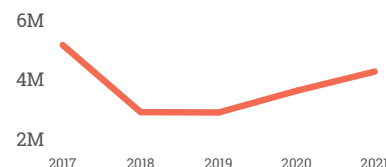
PERSONNES DANS LE BESOIN



DÉPLACEMENTS



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



La crise humanitaire dans les états du nord-est du Nigeria (Borno, Adamawa et Yobe) devrait se poursuivre sans relâche et reste l'une des plus grandes crises au monde. L'année 2021 marque la douzième année de conflit et de souffrance humaine. L'insécurité et la violence prolongées, aggravées par le changement climatique et l'impact de la COVID-19, augmentent encore la vulnérabilité, mettant près de neuf millions de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire. Près de deux millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays, vivant dans des camps ou dans des communautés d'accueil.

L'insécurité alimentaire est exacerbée par l'escalade du conflit, la perturbation et la perte des moyens de subsistance dues aux restrictions de la COVID-19 et aux déplacements. On s'attend à ce que jusqu'à 4,3 millions de personnes dans le nord-est soient confrontées à la faim pendant la prochaine période de soudure - la pire perspective depuis quatre ans. Dans le même temps, la malnutrition est en augmentation. Chaque jour, 165 enfants risquent de mourir de malnutrition dans les états de Borno, Adamawa et Yobe.

Les conflits et la faiblesse des institutions de l'état de droit créent un environnement propice à la violence basée sur le genre. Avec la pandémie de COVID-19, les violences domestiques ont fortement augmenté. Quelque 3 732 cas de violence basée sur le genre ont été orientés vers des services spécialisés, ce qui constitue très probablement une sous-déclaration importante. Les survivants sont souvent confrontés à d'immenses difficultés pour accéder à des services de qualité et abordables.

L'environnement opérationnel des partenaires humanitaires est devenu de plus en plus difficile. Les attaques contre les humanitaires et les civils sont omniprésentes, mettant en danger les civils et les travailleurs humanitaires. De nombreuses routes

logistiques clés à travers le nord-est ne sont pas sûres, ce qui entrave le transport du personnel et des fournitures humanitaires essentielles à l'opération.

En 2020, les efforts combinés des organisations humanitaires et du gouvernement ont permis d'apporter une aide d'urgence à plus de cinq millions de personnes, malgré le manque de fonds, les problèmes de sécurité et les restrictions de mouvement. La malnutrition a été évitée pour plus de deux millions d'enfants grâce à la fourniture d'aliments nutritifs enrichis pour traiter ou prévenir la malnutrition. Deux millions de personnes ont bénéficié de services de protection, notamment en matière de prévention et de réponse aux violences sexuelles et basées sur le genre, de sensibilisation aux mines et d'aide à la résolution des problèmes de logement, de terres et de propriété.

Malgré des efforts incessants, le déficit de financement s'accroît. L'année 2020 a été marquée par le niveau de financement le plus bas jamais reçu depuis le début de la réponse conjointe, avec seulement 58% des fonds requis reçus.

La présence humanitaire doit être étendue pour faire face aux besoins croissants et éviter une nouvelle détérioration de la crise, mettant encore plus de personnes dans le besoin. **La communauté humanitaire demande un milliard de dollar pour permettre aux partenaires de fournir des services essentiels aux 6,4 millions de personnes les plus vulnérables** - sur un total de 8,7 millions de personnes ayant besoin d'une forme d'aide humanitaire en 2021.

Et si ? ... Nous ne répondons pas

Si les humanitaires ne sont pas en mesure de collecter des fonds et de fournir une aide pour la crise du Sahel...

1

29 millions de personnes risquent d'être privées d'une aide vitale et de voir leur vulnérabilité s'aggraver, la moitié d'entre elles étant des femmes et des filles qui seront davantage exposées à la violence basée sur le genre.

2

Plus de 5 millions de personnes déplacées vont lutter pour survivre. Des abris inadéquats et des conditions de vie surpeuplées exposeront les familles à de multiples risques.

3

Le statut de **près de 14 millions de personnes luttant contre l'insécurité alimentaire sévère se dégradera davantage sans assistance**. Le nombre de personnes confrontées à la faim va augmenter.

4

Plus de 1,6 million d'enfants souffrant de malnutrition sévère ne recevront pas de traitement. Beaucoup d'entre eux pourraient mourir ou subir des dommages mentaux et physiques à vie.

5

Des millions de personnes n'auront pas un accès adéquat à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement de base. En plus de la COVID-19, les risques d'épidémies de maladies transmissibles vont augmenter. Les ressources en soins de santé diminueront et les maladies telles que la diarrhée, la pneumonie, le paludisme, la rougeole et le choléra se développeront.

6

Des millions de personnes à travers le Sahel se retrouveront sans soutien pour les aider à maintenir leurs moyens de subsistance, ce qui entraînera des stratégies d'adaptation négatives et une tension accrue autour des ressources rares.

7

Des millions d'enfants non scolarisés en raison de la violence et des déplacements resteront désœuvrés et exposés au risque d'enlèvement, d'asservissement et de recrutement forcé.

8

Les communautés frappées par des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes climatiques ne seront pas en mesure de faire face aux chocs et à la perte des moyens de subsistance, ce qui intensifiera les risques de conflit et les urgences sanitaires.

9

Des millions de personnes seront exposées à des risques de protection accrus liés aux déplacements, aux mines, à la violence et aux violations graves à l'encontre des enfants.

10

Les communautés en situation de stress adapteront des pratiques patriarcales plus conservatrices ou coutumières qui nuiront de manière disproportionnée aux femmes et aux filles.



unocha.org